

**4^{ème} EDITION DE LA JOURNEE DU PAYSAN
SEGOU : 24 JUN 2006**

**DISCOURS DU SECRETAIRE EXECUTIF DU HAUT CONSEIL NATIONAL DE
LUTTE CONTRE LE SIDA**

- Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat; Mesdames, Messieurs, les membres du Gouvernement ;
- Monsieur le Gouverneur de la Région de Ségou;
- Messieurs les Gouverneurs de Région et du District de Bamako Monsieur le Président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali;
- Mesdames, Messieurs, les représentants des organisations partenaires ;
- Monsieur le Président de l'Assemblée Régionale de Ségou;
- Messieurs le Maire de Ségou;
- Mesdames, Messieurs, les représentants du monde paysan ;
- Honorables paysans
- Mesdames et Messieurs;

C'est un plaisir et en même temps un agréable devoir pour moi, de prendre part à cette 4^{ème} Journée du Paysan, placée sous le thème combien important et opportun de « Recherche et Souveraineté Alimentaire » afin de donner aux participants quelques informations sur l'état de la lutte contre le VIH/SIDA dans notre pays.

Mon plaisir est d'autant plus grand que la Journée du Paysan, célébrée sous la présidence effective du Chef de l'Etat nous donne l'opportunité d'échanger avec les producteurs du monde rural, qui sont les principaux moteurs de notre économie nationale.

Le monde rural de par ses caractéristiques à savoir la grande mobilité de ses populations, leur pauvreté souvent extrême, l'analphabétisme, leur faible accès aux services de base et à une information stratégique appropriée, et de par la force et le poids de certaines pratiques et cultures souvent inadaptées en ces temps nouveaux, est l'un des secteurs les plus menacés par cette pandémie du VIH-SIDA.

Nous nous devons de le protéger par tous les moyens, car il y va de notre survie nationale.

Nous nous réjouissons donc que ce thème soit inscrit à l'ordre du jour de ce dialogue annuel.

Permettez moi de remercier les organisateurs et particulièrement Mrs les Ministres de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche qui ont inscrits la lutte contre le VIH/SIDA dans la tradition de ce dialogue entre vous Monsieur le Président, les producteurs agricoles en sachant que cette lutte est l'une de vos priorités. Cette initiative est louable et mérite d'être soutenue et répétée par d'autres.

- Excellence Monsieur le Président de la République,
- Mesdames, Messieurs, les Ministres
- Honorables participants

Notre pays est à vocation agricole; l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation forestière occupent plus de 80% de la population, et représentent plus de 75% de nos recettes d'exportation.

Aussi nous devons protéger cette population rurale des effets pervers et négatifs de cette maladie vicieuse.

Le VIH/SIDA est devenu aujourd'hui une des premières causes de morbidité et de mortalité dans nos campagnes. Il pourrait même constituer à terme une menace sérieuse pour la stabilité et la survie de notre pays, par ce que touchant les bras valides de notre économie c'est à dire les jeunes, les femmes et les institutions comme c'est déjà le cas dans certains pays africains.

C'est pourquoi cette pandémie nous oblige à revoir nos stratégies de développement. Aujourd'hui, il n'existe pas encore de médicaments pour le guérir, même si les ARV permettent de diminuer ses impacts.

La sauvegarde de notre force de travail et de nos éléments productifs constitue le défi majeur à relever.

Si nous ne voulons pas laisser aux générations futures, la gestion de ce fléau et de ses conséquences à savoir une société dont l'unité de base la famille serait détruite parce que la génération médiane, celles des parents entre les grands parents et les enfants serait effacée, il nous revient dès aujourd'hui d'opérer les bons choix et de prendre les bonnes décisions.

Cette vision politique et cette ambition d'aller vers des choix stratégiques volontaristes et appropriés, sont matérialisées dans la feuille de route que le président de la République nous a assignée et qui fait de la lutte contre le VIH/SIDA Un des grands chantiers de son mandat.

Parmi les grands acquis des 18 derniers mois nous pouvons dire entre autre qu' :

- Un cadre stratégique vient d'être adopté.
- Aujourd'hui les ARV sont disponibles dans toutes les régions du pays, même si leurs accès posent encore des problèmes de structures, d'équipement, de formation et de ressources humaines, qui du reste sont prévus dans le plan sectoriel du ministère de la santé.
- Les PVVIH sont mieux organisées et se sentent mieux dans leurs corps et dans leurs esprits.
- Le territoire national est couvert par les activités de prévention et de sensibilisation, et nous assistons de plus en plus à un engouement pour la lutte contre le VIH/SIDA.
- Dans quelques jours, et dans le cadre de l'accès universel le MALI va lancer à l'instar des autres pays une vaste campagne de prévention sur l'ensemble du territoire national.
- La moitié des départements ministériels disposent de plans sectoriels, et l'autre moitié sera totalement couverte avant la fin de l'année.
- Notre objectif de couverture en fin 2005 a été dépassé, oui nous visions à mettre 6500 malades sous ARV et nous avons pris 6800 malades, et à ce jour

nous sommes à plus de 7500 sur les 9000 que nous visons pour la fin de l'année 2006. Cet effort est considérable, croyez, moi.

- Cependant beaucoup reste à faire, elle département du ministère de la santé et les autres partenaires sont à pied d'œuvre.
- les efforts faits par le Mali sont reconnus au plan international et cités en référence aujourd'hui, nous devons donc croire en nos capacités, de persévérer dans l'effort.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Les départements chargés de l'agriculture et de l'élevage sont parmi les institutions publiques qui ont compris que leur secteur reste très vulnérable et ont engagé très tôt des actions.

Permettez moi de citer quelques actions pertinentes entreprises au titre de l'année 2005 et 2006 par le département de l'Agriculture :

- La formation d'environ 1500 agents en complément des 6000 formés en 2003/2004 soit un total de 7500 agents formés sur les modes de transmission et de prévention du VIH/SIDA
- Plus de 20000 éleveurs et pêcheurs sensibilisés lors des traversées et des transhumances;
- La promotion du préservatif féminin et de quelques 20.000 préservatifs distribués pendant les manifestations culturelles et autres évènements spéciaux.
- Des études et recherches ont été menées sur l'impact du VIH/SIDA sur la production agricole, et particulièrement dans la zone Office du Niger.
- Cet effort des Ministères de l'agriculture et de l'élevage et de la pêche qui a mobilisé plus de 133109296 de francs CFA sur financement du PASAOP que je tiens ici à féliciter pour ses résultats, place ces deux départements au premier rang de la lutte contre le VIH-SIDA pour le secteur non santé.

Excellence Monsieur le Président de la République, Président du HCNLS

Nous venons de signer avec ces deux ministres un protocole de financement pour un montant de 150 millions de francs CFA pour l'année 2006. Ce programme va démarrer dans les prochains jours.

Nous osons croire que cet exemple sera maintenu et suivi par les autres et nous recommandons que tous les autres projets de développement du secteur intègrent systématiquement le volet lutte contre le SIDA dans leurs activités.

C'est le lieu pour nous et en votre nom Monsieur le Président d'adresser nos vives félicitations à l'ensemble des cadres des ces deux départements en particulier aux ministres pour leur soutien actif à la lutte contre le VIH/SIDA.

Excellence Monsieur le Président de la République Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui le SIDA n'est pas seulement une maladie; il est devenu un important problème de développement. A ce titre, sa gestion devient pour le Malien, et le

paysan malien en particulier, cette frange importante de notre économie nationale, une mission nationale hautement prioritaire, et salutaire.

En effet, la souveraineté alimentaire ne pourrait être une réalité, si la force productive est malade, si les grands parents deviennent l'outil majeur de production, et si les enfants deviennent très tôt des chefs de famille parce que leurs parents sont emportés par cette maladie.

Dans ce cas de figure pessimiste que nous ne souhaitons pas, le poids du monde rural va chuter dans l'économie nationale.

SOUTENONS LE SECTEUR RURAL CE MOTEUR DE L'ECONOMIE NATIONAL

Notre combat se situe dans cette logique, et le président de la République en engageant les réformes actuelles en cours dans le cadre de la lutte contre le SIDA donne le témoignage éloquent de son ambition pour le Mali.

Une ambition mesurée et réaliste tournée vers la satisfaction des besoins essentiels de base de nos populations, à avoir la nourriture, la santé, l'éducation, l'eau dans un environnement sain, juste, et démocratique.

Sa célèbre boutade, aujourd'hui devenue un leitmotiv d'action et de contrôle, je cite «je veux que les médicaments aillent aux malades là où ils sont, non l'inverse» est entrain de devenir une réalité.

Cette boutade s'inscrit en droite ligne dans sa vision de la santé pour tous et dans son ambition de faire du Mali un des pays phares de la lutte contre ce fléau, ce que nous sommes du reste entrain de devenir.

C'est pourquoi, chacun de nous à quelque niveau qu'il soit doit engager sa responsabilité et faire le bon choix pour lui-même, sa famille et ses partenaires.

Le nouveau CSN 2006-2010 est essentiellement tourné vers la décentralisation, c'est-à-dire une implication effective des communautés auxquelles vous appartenez, les communautés que vous encadrez, et qui doivent y jouer un rôle déterminant.

Nous pouvons vaincre ce fléau, et transmettre un Mali sans sida aux générations futures, mais nous devons croire en nous-mêmes, en nos forces et supporter nos politiques et actions entreprises.

La flamme de l'espoir doit brûler en chacun de nous, et nous n'avons pas d'excuses de ne pas réussir, nous devons réussir, et nous allons réussir In Challah !

Je vous remercie.